

• Politique de santé	2
• Problèmes de santé publique	3
• Ethique	3
• Actualité sanitaire	3
• Prévention sanitaire	4
• Recommandations sanitaires	5
• AP-HP	6
• Organisation hospitalière	6
• Professions sanitaires et sociales	7
• Travail – Sécurité du travail	7
• Questions sociales – action sociale	8
• Société	10

Contact : jocelyne.esch@aphp.fr

Politique de santé

- Campagne tarifaire, 26 février 2018

Les dotations et tarifs des établissements de santé sont arrêtés. La campagne tarifaire s'inscrit dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 qui prévoit une progression des dépenses de l'assurance maladie au titre des établissements de santé de 2 %, soit 1,5 Mds€, portant le total des dépenses à 80,7 Mds€.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Organisation et financement du système de santé, février 2018

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a introduit, en son article 51, un dispositif permettant d'expérimenter de nouvelles organisations en santé reposant sur des modes de financement inédits. Et ce, dès lors que ces nouvelles organisations contribuent à améliorer le parcours des patients, l'efficacité du système de santé, l'accès aux soins ou encore la pertinence de la prescription des produits de santé. Le décret du 21 février 2018 précise les modalités de mise en œuvre expérimentale du dispositif.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Reversement de 250 millions d'euros aux établissements de santé, 1^{er} mars 2018

Reversement de 250 millions d'euros aux établissements publics et privés de santé, en dotation complémentaire à l'exercice 2017. 200 millions d'euros seront répartis entre l'ensemble des établissements de santé en fonction de leur activité et 50 millions d'euros seront consacrés à des aides en trésorerie pour des établissements en difficulté.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Convention d'objectifs et de gestion 2018-2022, 19 février 2018

Signature d'une nouvelle convention d'objectifs et de gestion 2018-2022. Comme le prévoit le Code de la sécurité sociale, l'Etat vient de conclure avec la caisse nationale d'Assurance Maladie sa nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) couvrant la période 2018-2022. Pour la première fois, la durée de la convention est portée à cinq ans, ce qui permet de disposer d'une visibilité suffisante pour déployer des projets d'ampleur et d'être en ligne avec les grandes orientations stratégiques fixées par les pouvoirs publics dans le champ de la santé, comme celle par exemple de la Stratégie nationale de santé et du Plan pour l'égal accès sur les territoires.

[Source : ameli.fr](http://ameli.fr)

- Evaluation de la convention d'objectifs et de gestion 2014-2017 de la CNAMTS, 2 mars 2018

Comme elle l'a fait pour l'ensemble du régime général de Sécurité sociale, l'IGAS a évalué la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre l'Etat et la CNAMTS pour la période 2014-2017, afin d'éclairer la préparation de la nouvelle convention 2018-2022. La qualité de service aux usagers et l'organisation du réseau d'une part, la « gestion du risque » (c'est-à-dire les conditions de maîtrise de la dépense d'assurance maladie) d'autre part, ont fait l'objet de deux rapports distincts.

[Source : IGAS](#)

- « Faire en sorte que les applications et objets connectés en santé bénéficient à tous » - avis adopté en assemblée plénière, le 08.02.18, mise en ligne 2 mars 2018

La Conférence nationale de santé (CNS), en partenariat avec le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) et le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), les trois instances au cœur de la question des inégalités de santé, avec l'appui de la Commission nationale de débat public (CNDP) et la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP ex-SGMAP), se sont engagées, en 2017, dans une démarche de débat "citoyen" pour adopter un avis commun en réponse à la question : "Les objets connectés et les applications numériques contribuent-ils à préserver et à améliorer la santé de tous et de la même façon pour tous ? ».

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Innovations technologiques et organisationnelles : comment vraiment transformer le système de santé ?, 21 février 2018

Les Contrepoints de la santé du 8 février, à Paris, avaient pour thème « Innovations techniques et organisationnelles, comment vraiment transformer le système de santé ? ». Les Français sont peu convaincus de l'action du gouvernement en matière de santé, avec seulement 39 % d'opinions positives. Leur principale source d'inquiétude concerne la pénurie de médecins (61% de citations). De

plus, ils ressentent une paupérisation de l'hôpital : 40% évoquent leur manque de moyens financiers et 35 % leur manque de personnel soignant.

[Source : BVA](#)



Problèmes de santé publique

- **CIRCÉ : Cancer, inégalités régionales, cantonales et environnement : Étude des associations spatiales entre expositions environnementales, socio-économiques et sanitaires en Île-de-France**, 5 mars 2018

Conduit dans cinq régions françaises, le projet CIRCÉ vise à caractériser les inégalités territoriales environnementales, sociales et sanitaires. L'ORS Île-de-France publie les résultats obtenus pour la région.

[Source : ORS Ile-de-France](#)

- **Traitements des cancers du poumon : mise à jour du guide pour les patients**, 23 février 2018

Ce guide d'information Cancer info présente les traitements et le suivi des formes les plus fréquentes des cancers du poumon : les cancers bronchiques non à petites cellules et les cancers bronchiques à petites cellules. Il aborde la question des traitements, de leur déroulement et des effets indésirables possibles.

[Source : INCa](#)

- **Journée internationale des maladies rares : les axes d'orientations d'un troisième plan national**, 28 février 2018

Précisions sur un troisième plan national 2018-2022.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)



Ethique

- **Bioéthique : quelle prise en charge de la fin de vie ?**, 20 février 2018

L'accompagnement des patients en fin de vie est l'un des thèmes soumis à consultation dans le cadre des États généraux de la bioéthique 2018. La loi de 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie autorise dans certains cas le recours à une sédation profonde. Elle n'a cependant pas mis fin aux débats sur l'autorisation de l'euthanasie ou du suicide assisté.

[Source : vie-publique.fr](#)



Actualité sanitaire

- **Charge Mentale : 8 femmes sur 10 seraient concernées**, 27 février 2018

O2 Care Services, leader des services à domicile en France, et Ipsos dévoilent les résultats de la grande enquête sur « Les Français et la charge mentale ». Cette étude lève le voile sur un phénomène plus que jamais d'actualité qui toucherait 8 femmes sur 10 et dont près de 20 % des Français déclarent souffrir de manière trop importante. Coup de projecteur sur les résultats de cette enquête inédite, avec l'éclairage de Jean-Claude Kaufmann, sociologue au CNRS.

[Source : IPSOS](#)

- **Des mécanismes de compensation intellectuelle chez les malades en début d'Alzheimer**, 1^{er} mars 2018

L'étude *INSIGHT-preAD*, dirigée par le Pr Bruno Dubois et menée par des équipes AP-HP, Inserm, CNRS et Sorbonne Université au sein de l'Institut du cerveau et de la moelle épinière (ICM) et de l'Institut de la mémoire et de la maladie d'Alzheimer (IM2A), à l'Hôpital Pitié Salpêtrière AP-HP, en collaboration avec la cohorte *MEMENTO*, vise à observer chez des sujets âgés de plus de 70 ans, bien portants et sans trouble cognitif, les facteurs de développement de la maladie d'Alzheimer. Promue par l'Inserm, cette étude montre, à 30 mois de suivi, que la présence de lésions amyloïdes (lésions Alzheimer) n'a pas d'impact sur la cognition et le comportement des sujets qui en sont porteurs.

[Source : INSERM](#)

- **Alcoolisme et risque de démences**, 21 février 2018

La consommation excessive d'alcool est associée à un triplement du risque de démences en général et un doublement de celui de développer la maladie d'Alzheimer, ce qui en ferait un facteur de risque modifiable majeur pour ces maladies. Telle est la conclusion d'une étude de l'Inserm menée en collaboration avec des chercheurs canadiens via le groupe de recherche *QalyDays*[1]. A partir de données exhaustives des hospitalisations en France entre 2008-2013, les chercheurs ont étudié l'association entre alcoolisme et démences.

[Source : INSERM](#)



Prévention sanitaire

- **Médicaments et grossesse : des pictogrammes trop alarmistes pour l'Académie de médecine**, 21 février 2018

Depuis le 17 octobre 2017, les médicaments considérés comme dangereux pendant la grossesse doivent porter un pictogramme d'avertissement pour les femmes enceintes. L'Académie nationale de médecine, dans un avis du 6 février 2018, critique l'imprécision de la réglementation et s'inquiète de la multiplication des pictogrammes apposés sur les médicaments pour les femmes enceintes.

[Source : vie-publique.fr](#)

- **Déficience auditive: soyons à l'écoute de l'avenir... préparons-nous. Journée mondiale de l'audition - 3 mars 2018**

Le nombre de personnes souffrant de déficience auditive est en augmentation. Plus de 466 millions de personnes souffrent de déficience auditive incapacitante. Selon les prévisions, d'ici à 2050, près d'une personne sur 10 sera atteinte de déficience auditive.

[Source : OMS](#)

- **Prévention de l'obésité infantile : "mission retrouve ton cap" en Seine-St-Denis (93)**, 6 mars 2018

La Seine-Saint-Denis (93) fait partie des 4 départements français choisis pour expérimenter « Mission : retrouve ton cap », un dispositif de prévention de l'obésité chez les enfants de 3 à 8 ans.

[Source : ARS Ile-de-France](#)

- **Sucres dans l'alimentation**, 21 février 2018

Glucose, galactose, fructose, saccharose, lactose, maltose... sont ce qu'on appelle couramment les sucres. Compte tenu des effets sur la santé que peut provoquer une consommation excessive de sucre, l'Anses recommande de ne pas consommer plus de 100 g de sucres par jour (hors lactose et galactose) et pas plus d'une boisson sucrée.

[Source : ANSES](#)

- **Réunion sur la pollution à la chlordécone**, 21 février 2018

Cette réunion a été l'occasion d'engager un échange sur la mise en oeuvre de mesures adaptées avec l'objectif de protéger les habitants de Guadeloupe et de Martinique face aux conséquences sur leur santé du chlordécone.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Jeudi 1er mars, les nouveaux prix des produits du tabac, 28 février 2018

Avec une augmentation moyenne de presque 1€ sur les cigarettes et de 2€ sur le tabac à rouler, une nouvelle étape est franchie pour la prévention de l'entrée dans le tabagisme et pour inciter les fumeurs à s'arrêter de fumer.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Eau et chlorure de vinyle monomère (CVM), 21 février 2018

Le chlorure de vinyle monomère (CVM) est un gaz organique, incolore à température ambiante. C'est un composé très volatil et faiblement soluble dans l'eau. En France, l'analyse du chlorure de vinyle monomère (CVM) dans l'eau du robinet, sur le réseau de distribution, est systématique depuis 2007. La limite de qualité pour l'eau du robinet est fixée à 0,5 µg/L, en application de la directive européenne 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Cependant, cette directive européenne n'oblige pas à mesurer la concentration en CVM dans l'eau du robinet.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Présence de traces de contaminants chimiques dans les aliments : trois questions à Roger Genet, 23 février 2018

Roger Genet, directeur général de l'Anses, revient sur la présence de contaminants chimiques dans les fruits et légumes qui ne signifie pas nécessairement "risque pour le consommateur". Il explique ce qui est mis en œuvre à l'Agence pour surveiller la présence de résidus de pesticides dans les aliments, évaluer les expositions des populations et assurer ainsi la protection des consommateurs.

[Source : ANSES](#)



Recommandations sanitaires

- Risques ischémiques et hémorragiques comparables quelles que soient les gammes de stents coronaires, selon l'ANSM et la HAS, 21 février 2018

L'ANSM et la HAS publient une étude portant sur l'efficacité et la sécurité des différentes gammes de stents coronaires « en vie réelle » en France. Réalisée à partir des données de santé de 72 000 patients, les résultats de l'étude montrent que les risques ischémiques et hémorragiques ne diffèrent pas entre les gammes de stents, y compris chez les patients à risque hémorragique et/ou thrombotique élevé. Cette étude illustre l'importance et l'utilité des bases de données médico-administratives dans l'évaluation des technologies de santé en vie réelle.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- L'ANSM publie ses recommandations sur l'étiquetage des conditionnements des médicaments sous forme orale solide, 28 février 2018

Dans la continuité de ses recommandations sur les noms, l'ANSM poursuit sa politique de renforcement de la sécurité des médicaments en publiant ses recommandations à l'attention des industriels sur l'étiquetage des conditionnements des spécialités sous forme orale solide (hors homéopathie). Ces recommandations ont pour objectif de réduire le risque d'erreur médicamenteuse et favoriser le bon usage des médicaments en facilitant l'identification du médicament et en améliorant la visibilité, la lisibilité et la compréhension de son étiquetage.

[Source : ANSM](#)

- Syndrome d'Ondine, 21 février 2018

L'objectif de ce protocole national de diagnostic et de soins (PNDS) est d'explicitier aux professionnels concernés la prise en charge diagnostique et thérapeutique optimale actuelle et le parcours de soins d'un patient atteint du syndrome d'Ondine.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Nouveau carnet de santé de l'enfant, 5 mars 2018

Les principales évolutions de la nouvelle édition concernent : - Les messages de prévention, qui ont été enrichis et actualisés pour tenir compte des évolutions scientifiques et sociétales, de nouvelles recommandations et de l'identification de nouveaux risques ; - L'introduction de nouvelles courbes pour le suivi de la croissance des enfants ; - Les nouvelles recommandations vaccinales.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- De nouvelles courbes de croissance de référence françaises, 6 mars 2018

Grâce à un travail coordonné par l'Inserm et ses chercheurs au sein du Centre de Recherche Épidémiologie et Statistique Sorbonne Paris Cité (CRESS), les carnets de santé distribués à partir du 1er avril 2018 contiendront de nouvelles courbes de croissance de référence. Ces dernières ont été construites via une méthode totalement innovante qui a permis l'analyse de plus de 5 millions de mesures recueillies sur des enfants âgés de 0 à 18 ans.

[Source : INSERM](#)



AP-HP

- Installation du collège de déontologie de l'AP-HP, 20 février 2018

Le collège de déontologie de l'AP-HP s'est réuni, pour la première fois le jeudi 25 janvier 2018, sous la présidence de Maud Vialettes, conseillère d'Etat. Il a pour mission d'apporter aux agents de l'AP-HP tout conseil utile au respect des obligations et principes déontologiques, notamment en vue de mieux prévenir les situations de conflits d'intérêts.

[Source : AP-HP](#)

- Bureau de la CME du 20 février 2018

Point sur la situation budgétaire - Plan de santé et de sécurité au travail de l'AP-HP - Projet médical des hôpitaux universitaires Paris Île-de-France Ouest (HUPIFO) - Médicaments et dispositifs médicaux - Dispositifs intraveineux de longue durée - Charte d'utilisation de l'entrepôt de données de santé de l'AP-HP - Modifications de pôles.

[Source : CME AP-HP](#)

- Mars Bleu 2018 : l'AP-HP mobilisée pour la prise en charge du cancer colorectal, 28 février 2018

A l'occasion de Mars Bleu 2018, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se mobilise pour la prise en charge du cancer colorectal. Plusieurs manifestations associant les équipes et les associations seront organisées dans ses hôpitaux

[Source : AP-HP](#)



Organisation hospitalière

- Mettre en œuvre la conciliation des traitements médicamenteux en établissement de santé, 20 février 2018

Ce guide a pour objectif de sensibiliser et d'accompagner les professionnels et les patients à la conciliation médicamenteuse, en favorisant une mise en œuvre progressive de cette démarche et en facilitant son déploiement par la mise à disposition d'outils et de mise en situation éprouvés par les professionnels de santé. Il appartient à chaque établissement de santé, de s'approprier la démarche au regard de son organisation et de la pratique des professionnels de santé. Ce guide est une description des pratiques professionnelles. Il n'a pas été conçu pour décrire l'informatisation de la conciliation. Les applications informatique doivent permettre la pratique décrite mais ce guide ne se substitue pas à une analyse fonctionnelle informatiques.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Parution de l'instruction relative aux actes de biologie médicale et d'anatomopathologie, 5 mars 2018

L'instruction n° DGOS/PF4/DSS/1A/2018/46 du 23 février 2018 est relative aux actes de biologie médicale et d'anatomopathologie hors nomenclatures éligibles au financement au titre de la mission d'intérêt général d'enseignement, de recherche, de rôle de référence et d'innovation G03, aux règles de facturation de ces actes et aux modalités de délégation.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)



Professions sanitaires et sociales

- Le service sanitaire, 20 février 2018

Le service sanitaire s'adresse à tous les étudiants en santé avec pour but de les familiariser avec les enjeux de prévention en santé. [Dossier](#). [Rapport](#). [Dossier de presse](#).

Source : [Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Infirmières et sages-femmes, chevilles ouvrières de la santé pour tous, 27 février 2018

Les infirmières et les sages-femmes représentent près de 50% du personnel de santé. Une campagne mondiale est lancée aujourd'hui associant l'OMS au Conseil international des infirmières afin de rappeler que ces personnels sont au cœur des efforts des pays pour assurer la santé pour tous. Pour atteindre le troisième Objectif de développement durable, relatif à la santé et au bien-être pour tous, l'OMS estime que 9 millions d'infirmières et sages-femmes supplémentaires devront être recrutées dans le monde d'ici à 2030.

Source : [OMS](#)

- La recertification des médecins, 1^{er} mars 2018

La recertification des médecins est un concept en application dans de nombreux pays. Il s'agit d'un processus qui devra tenir compte de la grande diversité des modes d'exercice médical, de la multiplicité des acteurs et d'une évolution accélérée des connaissances et compétences médicales.

Source : [Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Quel avenir pour les cadres de santé ?, 2 mars 2018

Lors du Congrès de la Fondation de l'Avenir, Gilles Desserprit, directeur de l'Institut de Formation des Cadres de Santé (IFCS) de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP) est venu débattre lors de la table-ronde « quel visage pour la santé dans 10 ans ».

Source : [cadredesante.com](#)

- Un jeu sérieux pour les étudiants infirmiers, 22 février 2018

L'ARS Île-de-France soutient plusieurs projets de formation par la simulation en santé. Elle a notamment financé un jeu destiné aux étudiants en soins infirmiers, mis en place en septembre 2017.

Source : [ARS Ile-de-France](#)

- MOOC : des cours en ligne pour parfaire ses connaissances sur la santé, mise à jour 6 mars 2018

Les soignants peuvent désormais se former en ligne au travers de nombreux MOOC (massive open online course). Zoom sur les cours francophones dédiés à la santé susceptibles d'intéresser les infirmiers.

Source : [infirmiers.com](#)

- Compte personnel de formation : note d'information du 16 février 2018, 26 février 2018

Note d'information DGOS/RH4/PF5/2018/40 du 16 février 2018 relative à la mise en œuvre du compte personnel de formation (CPF) dans la fonction publique hospitalière. Son objet est de préciser les modalités de mise en œuvre du CPF dans la fonction publique hospitalière en mettant l'accent sur les spécificités du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la FPH.

Source : [Fédération Hospitalière de France](#)



Travail – Sécurité du travail

- Cancers liés au travail : une reconnaissance en maladie professionnelle à deux vitesses, février 2018

La reconnaissance en maladie professionnelle des cancers liés au travail est à améliorer. Plus facilement acquise pour ceux qui s'inscrivent dans les tableaux de la Sécurité sociale, elle s'avère incertaine pour les nombreux autres cas qui ne correspondent pas aux critères de ces tableaux.

Source : [Centre d'études de l'emploi](#)

- À quels moments les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes se forment-elles ?, 28 février 2018

Document d'études DARES n° 215 - Un large pan de la littérature économique et sociologique attribue à la parentalité un rôle important dans la formation et la persistance des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes. Les périodes de vie où se créent ces inégalités ne sont en revanche pas clairement identifiées. Se forment-elles davantage avant ou après la naissance du premier enfant ? Les inégalités diminuent-elles lorsque les enfants grandissent ?

[Source : Ministère du travail](#)

- Faire d'un système rénové de formation professionnelle un outil majeur d'égalité au travail entre les femmes et les hommes, février 2018

Le rapport rappelle dans sa première partie la mise en oeuvre progressive des politiques d'égalité en matière de formation professionnelle, jusqu'à la réforme en cours, la seconde partie établit un état des lieux de la formation professionnelle aujourd'hui. Puis, le rapport étudie les freins rencontrés par les femmes dans l'accès à la formation et la prise en compte de leurs besoins de formation tout au long de leur déroulement de carrière. Le rapport fait des propositions sur l'égal accès des femmes aux formations dans le domaine du numérique et sur la formation des femmes les moins qualifiées ou en situation de précarité.

[Source : Documentation française](#)

- Le regard des Français sur la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, 1^{er} mars 2018

Sondage BVA. 77 % des Français de 15 à 64 ans ont une bonne opinion de la formation professionnelle (-2 pts). Des opinions positives plus notables auprès des 18-24 ans (91 %) et des salariés du privé (81 %).

[Source : BVA](#)



Questions sociales – action sociale

- L'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en 2016 - Bilan des résultats de l'enquête annuelle auprès des collectivités territoriales, 20 février 2018

Document de travail n° 204 - Ce document présente les résultats de l'enquête de la Drees sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en 2016. Fin 2016, 82,6 % des personnes bénéficiaires du RSA soumises aux droits et devoirs sont orientées vers un parcours d'insertion par les collectivités territoriales chargées de l'insertion des bénéficiaires du RSA sur leur territoire

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Précarité énergétique : 12 à 15 % des Français ont froid dans leur logement, 28 février 2018

Différents indicateurs permettent de mesurer la précarité énergétique. Il existe des indicateurs objectifs comme le relevé de la température dans le logement et des indicateurs dit subjectifs comme la sensation de froid dans le logement. Comment mesurer cette sensation ? Quelle part de la population déclare souffrir du froid chez elle ? Pour quelles raisons ? Un récent baromètre d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) répond à ces questions.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Journée nationale de lutte contre les violences faites aux enfants, 2 mars 2018

La journée du 2 mars a pour objectif de faire un point d'étape sur la mise en oeuvre du premier plan interministériel de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux enfants pour la période 2017-2019, un an après son lancement et de continuer à mobiliser les acteurs intervenant auprès des enfants.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Viol : 24 recommandations pour mieux le prévenir et le punir, 5 mars 2018

Un récent rapport d'information consacré à ce sujet, présenté au nom de la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, formule 24 recommandations pour mieux lutter contre ce crime et protéger les victimes, notamment mineures.

[Source : vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

- Rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le viol, février 2018

Les rapporteuses considèrent qu'il est aujourd'hui primordial de mieux protéger et de mieux accompagner les victimes de viol. D'une part, elles veulent faciliter le dépôt de plainte, améliorer le recueil des preuves et la prise en charge médicale en urgence. D'autre part, il leur semble nécessaire de revoir le délai de prescription pour les crimes sexuels commis sur mineur, d'insérer dans le code pénal le principe de non-consentement et d'établir deux limites d'âge très claires de treize et quinze ans.

[Source : Documentation française](#)

- Rapport du groupe de travail "Verbalisation du harcèlement de rue", février 2018

Les parlementaires s'attachent tout d'abord à caractériser le « harcèlement de rue », identifier ses multiples manifestations ainsi que le périmètre dans lequel celles-ci s'inscrivent, comprendre dans quelle mesure il se place dans le continuum des violences faites aux femmes. Parmi les 23 recommandations, les députés préconisent notamment la création d'un outrage sexiste et sexuel puni d'une amende allant de 90 à 750 euros ainsi que la création d'un stage dédié à la lutte contre le sexisme.

[Source : Documentation française](#)

- 8 mars : quels changements pour les droits des femmes en 2018 ?, 5 mars 2018

La journée internationale des droits des femmes est célébrée le 8 mars. Cette journée est l'occasion de revenir sur les faits qui ont marqué l'année 2017 et les changements annoncés en 2018 en matière de droits des femmes.

[Source : vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

- Rapport d'information déposé (...) par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'application de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France, février 2018

La mission d'information sur l'application de la loi du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France a pour objet, un an après l'entrée en vigueur de la loi, de dresser un premier bilan de l'application de ce texte qui a modifié sur plusieurs points, de façon significative, la législation relative à l'entrée et au séjour des ressortissants étrangers sur le territoire français. Les rapporteurs ont concentré leurs analyses sur les points suivants : les procédures contentieuses, l'éloignement des étrangers en situation irrégulière, le sort des mineurs étrangers isolés ou encore le séjour des étrangers malades.

[Source : Documentation française](#)

- 72 propositions pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France, février 2018

Le rapport propose notamment de doubler le volume de cours de français dispensés aux étrangers qui ont signé un contrat d'intégration républicaine (CIR), porter de douze à soixante heures la formation civique obligatoire délivrée dans le cadre du CIR, permettre une insertion professionnelle plus précoce (un étranger resté sans réponse à sa demande d'asile au bout de six mois pourrait être autorisé à travailler, reconnaissances partielles de qualifications...), faciliter l'accès au logement.

[Source : Documentation française](#)

- Faut-il élaborer des statistiques ethniques ?, 21 février 2018

En France, la production de statistiques ethniques est jusqu'à ce jour interdite.

[Source : vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

- Engagement de développement de l'emploi et des compétences pour les métiers de l'autonomie 2014-2017, 26 février 2018

Le ministère du Travail (Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, DGEFP) et le ministère des Solidarités et de la Santé (Direction générale de la cohésion sociale, DGCS) ont mené une démarche conjointe et innovante dans le cadre de l'engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) pour les métiers de l'autonomie lancée en mars 2014 et qui vient d'être évaluée fin 2017.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Répondre aux enjeux du vieillissement : ouverture d'un cycle de rencontres avec les acteurs et représentants des personnels et des institutions du secteur des personnes âgées, 27 février 2018

Les échanges porteront notamment sur la prévention de la perte d'autonomie, le soutien aux aidants, la qualité de la prise en charge des personnes âgées à domicile et en établissement, la qualité des soins qui leur sont apportés.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)



Société

- Le rapport 2017 sur les indicateurs de richesses, 21 février 2018

Le rapport 2017 sur les indicateurs de richesse vient de paraître. Comme chaque année, depuis 2015, il fait apparaître à travers 10 indicateurs de référence, les statistiques complètes et les données les plus récentes sur la situation économique, sociale et environnementale de la France.

[Source : gouvernement.fr](http://gouvernement.fr)

- Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ?, mise en ligne 2 mars 2018

Rapport d'information n° 326 - L'avènement du commerce en ligne, par nature transfrontière, a amené la Commission européenne à intégrer dans sa stratégie pour un marché unique numérique deux propositions législatives : l'une vise certains aspects des contrats de fourniture de contenus numériques, l'autre les contrats de ventes en ligne de biens. Ces propositions doivent, selon la Commission, faciliter le commerce en ligne à l'intérieur du marché unique pour tirer pleinement parti des avantages offerts par le numérique et élever le niveau général de la protection des consommateurs dans l'Union européenne. Ce rapport examine les propositions de réforme afin de déterminer dans quelle mesure elles constituent une avancée ou, au contraire, une régression pour la France, qui figure parmi les pays les plus protecteurs en ce qui concerne les droits des consommateurs.

[Source : Sénat](#)

- Voyage au pays des bibliothèques - Lire aujourd'hui, lire demain... , février 2018

Après avoir visité une cinquantaine de communes et rencontré élus, bibliothécaires et associations durant plus de six mois, les rapporteurs ont dressé un diagnostic des lieux de lecture publique. Ils ont constaté la faible amplitude des horaires d'ouverture, la mutation de l'offre des bibliothèques et les nouvelles aspirations des usagers et rappelé le rôle des bibliothèques dans la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Dix-neuf propositions sont formulées, notamment l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques le soir ou le dimanche, le lancement d'un plan national pour l'édition adaptée pour développer substantiellement les contenus disponibles aux personnes en situation de handicap, la garantie du droit à la lecture pour les détenus.

[Source : Documentation française](#)

- Formation : la politique en faveur du développement de l'apprentissage, 20 février 2018

L'apprentissage est depuis près de vingt ans une priorité affichée par les pouvoirs publics. Si de nombreux efforts ont été faits pour augmenter le nombre de contrats d'apprentissage, notamment dans le secteur public, les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs. L'apprentissage continue de souffrir d'une image négative, malgré son ouverture aux diplômés de l'enseignement supérieur et ses résultats en matière d'insertion professionnelle.

[Source : vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

- **La voie professionnelle scolaire : viser l'excellence**, février 2018

Mission visant à réfléchir à l'avenir de la voie professionnelle afin de la rendre plus attractive, de promouvoir la diversité des formes d'excellence, d'accroître son efficacité et de mieux accompagner les jeunes vers la réussite professionnelle.

Source : Documentation française

